



VILLES  
& PAYS  
D'ART &  
D'HISTOIRE



VILLE DE POINTE-A-PITRE

Région et Département de la Guadeloupe

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

8<sup>ème</sup> séance de l'année  
Vendredi 9 octobre 2020

Sous la présidence  
de Monsieur Harry DURIMEL  
Maire de la Ville de Pointe-à-Pitre

Convocation adressée aux élus  
Le 7 octobre 2020

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 33

**PRESENTS**

Harry DURIMEL  
Tania GALVANI  
François PELLECUIER  
Corinne DIAKOK-EDINVAL  
Henri ANGLIQUE  
Cécile BOUCAUD  
Philippe RIBERE  
Marie-Hélène SALOMON  
Jimmy LOUIS  
Rosette BENNETO  
Georges BREDENT  
Dominique DOLMARE  
Badi FADDOUL  
Marie-Andrée MANDIL

**PRESENTS**

Madly PAULIN-GARGAR  
Myriame LACROSSE  
Bruno FANFANT  
Michèle ROBIN-CLERC  
Jean-Marc SOUKAÏ  
Marie-Odile LOUIS-ALPHONSE  
Evelyne DEMOCRITE  
Monique DECASTEL  
Mehdi KEITA  
Loïc MARTOL  
Marie-Eugène TROBO-  
THOMASEAU

**ABSENTS**

Yann NANETTE  
*(Procuration à  
Jean-Marc SOUKAÏ)*  
Alain SOREZE  
*(Procuration à  
Madly PAULIN- GARGAR)*  
Danita LEBRERE  
*(Procuration à Jimmy LOUIS)*  
Alex AUCAGOS  
Jacques BANGOU  
*(Procuration à Mehdi KEITA)*  
Sandra ENJARIC  
Jean-Charles SAGET  
Claude BARFLEUR

DELAI DE CONVOCATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

URGENCE

RF  
Guadeloupe

**DELAI DE CONVOCATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX  
URGENCE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment pour l'article L. 2121-12  
**Vu** la convocation adressée par mail aux membres du conseil municipal le 7 octobre 2020 dans le respect du délai d'urgence fixé à l'article L.2121-12 du CGCT

Entendu le rapport du Maire, et après en avoir délibéré,

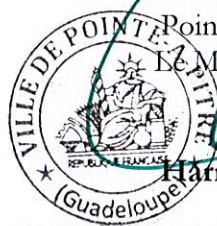
**LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE  
A l'unanimité**

**Article 1 :** L'urgence de la convocation adressée au conseil municipal pour la séance du 9 octobre 2020 est approuvée.

**Article 2 :** Le Maire et, sous son contrôle, les administratifs, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la transmission au contrôle de légalité et de l'exécution de la présente délibération.

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Guadeloupe dans un délai de deux mois (2) à compter de la date de sa notification ou d'entrée en vigueur.

Acte rendu exécutoire  
après envoi en Sous-préfecture  
le :  
et publication ou notification  
du :



Pointe-à-Pitre, le 9 octobre 2020

Le Maire,

Harry DURIMEL

RF  
Guadeloupe

Contrôle de légalité  
Date de réception de l'AR: 14/10/2020  
971-219711207-DE\_014\_2020-DE